

La reprise mondiale se poursuit, mais est en perte de vitesse, freinée par la pandémie. Sous l'effet du variant Delta, extrêmement transmissible, le bilan mondial de la COVID-19 s'est alourdi de près de 5 millions de décès et les risques sanitaires sont nombreux, ce qui empêche un retour complet à la normale. Des flambées de la maladie dans des maillons essentiels des chaînes d'approvisionnement mondiales ont provoqué des ruptures plus longues que prévu, ce qui a attisé l'inflation dans de nombreux pays. Dans l'ensemble, les risques pesant sur les perspectives économiques ont augmenté et les arbitrages des pouvoirs publics sont devenus plus complexes.

Par rapport à nos prévisions de juillet, la croissance mondiale prévue pour 2021 a été légèrement révisée à la baisse, à 5,9 %, et reste inchangée pour 2022, à 4,9 %. Cette modeste révision globale masque toutefois de fortes dégradations pour certains pays. Les perspectives pour le groupe des pays en développement à faible revenu se sont considérablement assombries en raison de l'aggravation de la dynamique de la pandémie. La révision à la baisse résulte également de perspectives à court terme plus difficiles pour le groupe des pays avancés, en partie en raison de ruptures d'approvisionnement. Ces changements ont été partiellement compensés par le relèvement des projections pour certains pays exportateurs de produits de base, du fait de la hausse des prix correspondants. Les perturbations liées à la pandémie dans les secteurs où les contacts sont fréquents ont entraîné dans la plupart des pays un net retard de la reprise du marché du travail par rapport à la reprise de la production.

La dangereuse divergence des perspectives économiques entre les pays reste une préoccupation majeure. La production globale du groupe des pays avancés devrait retrouver sa trajectoire d'avant la pandémie en 2022 et la dépasser de 0,9 % en 2024. En revanche, la production globale du groupe des pays émergents et des pays en développement (à l'exclusion de la Chine) devrait rester inférieure de 5,5 % à la prévision pré-pandémique en 2024, ce qui se traduirait par un ralentissement plus marqué de l'amélioration des conditions de vie.

Ces divergences économiques sont la conséquence de grandes disparités dans l'accès aux vaccins et dans le soutien apporté par les pouvoirs publics. Alors que, dans les pays avancés, près de 60 % de la population est entièrement vaccinée et que certaines personnes reçoivent actuellement des injections de rappel, environ 96 % de la population des

pays à faible revenu n'est toujours pas vaccinée. Dans les pays émergents et les pays en développement, qui font face à un durcissement des conditions de financement et à un risque accru de désancrage des anticipations d'inflation, les autorités mettent plus rapidement un terme à leurs dispositifs de soutien, malgré des déficits de production plus élevés.

Les perturbations de l'approvisionnement posent un autre problème pour les pouvoirs publics. D'une part, les flambées de COVID-19 et les intempéries ont provoqué des pénuries d'intrants essentiels et entraîné une baisse de l'activité manufacturière dans plusieurs pays. D'autre part, ces pénuries, conjuguées à la libération de la demande refoulée et au rebond des prix des produits de base, ont entraîné une accélération de la hausse des prix à la consommation, par exemple aux États-Unis, en Allemagne et dans de nombreux pays émergents et pays en développement. C'est dans les pays à faible revenu, où l'insécurité alimentaire est la plus criante, que les prix des denrées alimentaires ont le plus augmenté, alourdissant le fardeau des ménages les plus pauvres et attisant le risque de troubles sociaux.

L'édition d'octobre 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde met en évidence une autre difficulté sur le plan monétaire, qui résulte de la prise de risques accrue sur les marchés financiers et de la fragilité croissante du secteur des institutions financières non bancaires.

Le principal facteur commun à ces difficultés complexes est l'emprise continue de la pandémie sur la société mondiale. La priorité fondamentale des pouvoirs publics est donc de vacciner un nombre suffisant de personnes dans chaque pays et de prévenir des mutations virulentes du virus. Comme expliqué dans le chapitre 1, il faudra pour cela que les pays du Groupe des sept et du Groupe des vingt honorent leurs promesses de dons de doses, coordonnent leur action avec les fabricants afin de donner la priorité aux livraisons dans le cadre du dispositif COVAX à court terme et lèvent les restrictions commerciales sur les flux de vaccins et de leurs intrants. Dans le même temps, combler le déficit résiduel de 20 milliards de dollars sous forme de dons destinés à financer le dépistage, le traitement et la surveillance génomique permettra de sauver des vies dès maintenant et de faire en sorte que les vaccins restent adaptés à l'objectif visé. À l'avenir, les fabricants de vaccins et les pays à revenu élevé devraient soutenir l'expansion de la production régionale de vaccins contre la COVID-19 dans les pays en développement au moyen de solutions de financement et de transfert de technologie.

Dans l'immédiat, la priorité est de réduire la probabilité d'une pandémie prolongée, mais il est aussi urgent de ralentir la hausse des températures sur la planète et de juguler les effets néfastes de plus en plus nombreux du changement climatique sur la santé et l'économie. Comme indiqué de manière détaillée dans le chapitre 1, il faudra prendre des engagements concrets plus fermes à l'occasion de la prochaine Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26). Une stratégie prévoyant un prix plancher international du carbone adapté à la situation des pays, des investissements publics respectueux de l'environnement, une augmentation des subventions à la recherche, ainsi que des transferts compensatoires et ciblés pour les ménages peut contribuer à accélérer la transition énergétique de manière équitable. En outre, il est tout aussi important que les pays avancés tiennent leurs promesses antérieures concernant la mobilisation de 100 milliards de dollars par an destinés à financer la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement.

La pandémie et le changement climatique risquent d'exacerber les divergences économiques entre les pays. Un effort concerté au niveau multilatéral pour veiller à ce que les pays en difficulté disposent de liquidités internationales suffisantes ainsi qu'une mise en œuvre plus rapide du cadre commun du Groupe des vingt visant à restructurer les dettes non viables contribueront à atténuer ces divergences. Dans le prolongement de l'allocation historique de droits de tirage spéciaux d'un montant équivalant à 650 milliards de dollars, le FMI invite les pays affichant une position extérieure solide à réaffirmer volontairement leurs droits de tirage spéciaux au profit du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance. En outre, il étudie la possibilité de créer un fonds fiduciaire pour la résilience et la viabilité qui permettrait d'octroyer des financements à long terme destinés à soutenir les investissements des pays dans la croissance durable.

Au niveau national, le dosage global des mesures devrait être adapté à la situation économique et pandémique locale ; il doit viser à créer un maximum d'emplois durables tout en préservant la crédibilité des cadres d'action. Compte tenu de la réduction de l'espace budgétaire dans de nombreux pays, les dépenses de santé doivent rester la priorité, tandis que les dispositifs d'urgence et les transferts devront être de plus en plus ciblés et renforcés par des mesures de reconversion et de réorientation de la main-d'œuvre. À mesure que les résultats en matière de santé s'amélioreront, les pouvoirs publics pourront de plus en plus axer leur action sur des objectifs structurels à long terme. Il ressort de l'analyse présentée au chapitre 3 que les investissements dans la recherche fondamentale peuvent avoir des retombées considérables en accélérant la croissance de la productivité et qu'il est important de promouvoir la libre circulation des idées et la collaboration scientifique par-delà les frontières.

Étant donné que les niveaux d'endettement atteignent des niveaux records, toutes les initiatives doivent être ancrées dans des cadres crédibles à moyen terme et étayés par des mesures réalisables sur le plan des recettes et des dépenses. L'édition d'octobre 2021 du *Moniteur des finances publiques* démontre que cette notion de crédibilité peut permettre de réduire les coûts de financement pour les pays et d'accroître l'espace budgétaire à court terme.

Dans la conduite de la politique monétaire, il faudra trouver un juste équilibre entre la lutte contre l'inflation et les risques financiers, d'une part, et le soutien à la reprise économique, d'autre part. Dans un contexte de forte incertitude, nous prévoyons un retour probable de l'inflation globale aux niveaux qui étaient les siens avant la pandémie d'ici à la mi-2022 pour les pays avancés, les pays émergents et les pays en développement. Une forte hétérogénéité est toutefois observée entre les pays et des risques d'accélération de l'inflation existent pour certains d'entre eux, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni et certains pays émergents et pays en développement. Si les autorités monétaires peuvent généralement faire abstraction des hausses transitoires de l'inflation, les banques centrales doivent néanmoins se tenir prêtes à agir rapidement si les risques d'une hausse des anticipations d'inflation se concrétisent dans le cadre de cette reprise inédite. Les banques centrales devraient dresser une liste de mesures d'urgence qu'elles pourraient être amenées à prendre, annoncer des éléments déclencheurs clairs et agir conformément à ce qu'elles ont communiqué.

Plus généralement, la clarté et la cohérence des mesures prises peuvent grandement contribuer à éviter des situations inutiles qui perturbent les marchés financiers et freinent la reprise mondiale, qu'il s'agisse de l'incapacité à relever le plafond de la dette des États-Unis en temps voulu, de restructurations désordonnées de la dette dans le secteur immobilier chinois ou de l'escalade des tensions commerciales et technologiques transfrontalières.

Des faits récents ont très clairement montré que nous sommes tous dans le même bateau et que la pandémie n'est terminée *nulle part* tant qu'elle ne l'est pas *partout*. Si les répercussions de la COVID-19 devaient se prolonger à moyen terme, elles pourraient réduire le PIB mondial de 5 300 milliards de dollars cumulés au cours des cinq prochaines années par rapport à nos projections actuelles. Il ne doit pas en être ainsi. La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour assurer un accès équitable aux vaccins dans tous les pays, surmonter l'hésitation à se faire vacciner là où l'offre est suffisante et garantir de meilleures perspectives économiques pour tous.

Gita Gopinath

*Conseillère économique et directrice du département des études*